

## INVESTISSEMENTS ALTERNATIFS CAPTER LE POTENTIEL DES NOUVELLES CLASSES D'ACTIFS AU NIVEAU DE L'ONSHORE ET DE L'OFFSHORE



**SAMEER SHARMA**  
(EXPERT EN INVESTISSEMENTS  
ALTERNATIFS)



**BILAL ADAM (CEO DE  
STEWARDS INVESTMENT  
CAPITAL)**



**DR BHAVISH JUGURNATH**  
(ÉCONOMISTE ET  
EXPERT-COMPTABLE)

LES INVESTISSEMENTS ALTERNATIFS CONNAISSENT UN VÉRITABLE ESSOR. À MAURICE, QUOIQUE ÉTANT CONSERVATEURS, LES INVESTISSEURS, QUE CE SOIT LES PARTICULIERS OU LES INSTITUTIONNELS, SORTENT PEU À PEU DE LEUR CONSERVATISME ET INVESTISSENT TIMIDEMENT DANS LES CRYPTOMONNAIES, L'IMMOBILIER OU ENCORE LES MATIÈRES PREMIÈRES. MAIS C'EST SURTOUT AU NIVEAU DE L'OFFSHORE QU'IL Y A UN GROS POTENTIEL, NOTAMMENT AVEC L'INTÉRÊT DES INVESTISSEURS SE TOURNANT VERS L'AFRIQUE À PRIVILÉGIER DES VÉHICULES COMME LE CAPITAL-INVESTISSEMENT ET LES «INITIAL TOKEN OFFERINGS» POUR FINANCER LEURS PROJETS.

REECHA RAMOO

AVEC la tenue de la septième conférence du Pension Funds and Alternative Investments Africa (28 et 29 février), les projecteurs seront braqués sur le développement du marché des investissements alternatifs. Surtout dans un contexte où les investisseurs qui développent des projets en Afrique optent de plus en plus pour des véhicules comme le capital-investissement ou encore les offres au public de jetons (*initial token offerings*) pour lever du financement. En tant que plateforme financière, Maurice propose ce genre de produits financiers notamment aux investisseurs internationaux.

Quand on parle d'investissements alternatifs, cela recouvre des classes d'actifs comme l'immobilier, le capital-investissement, les matières premières, les actifs numériques ou les investissements dans les œuvres d'art. C'est tout ce qui tombe en dehors des classes d'actifs traditionnels

comme les actions, les bons du Trésor ou les obligations d'entreprise. Les investissements alternatifs sont, par nature, considérés comme étant plus risqués.

Il faut savoir que l'accessibilité accrue à l'information financière ainsi que l'émergence des plateformes de trading en ligne ont démocratisé l'investissement, permettant aux investisseurs de découvrir et d'accéder à une gamme plus étendue de produits financiers.

Selon Dr Bhavish Jugurnath, économiste et expert-comptable, contrairement au financement traditionnel par la dette, les investissements alternatifs et le capital-investissement ne requièrent pas de remboursements mensuels. Cette caractéristique permet aux investisseurs de se concentrer exclusivement sur les besoins de leurs entreprises, assurant ainsi un taux de croissance stable. Par exemple, bien que les investissements en

capital-investissement puissent être illiquides, ils offrent souvent des rendements plus élevés. Les investisseurs ont ainsi un intérêt financier direct à voir leur investissement prospérer, étant donné qu'ils utilisent leurs propres capitaux. Au niveau de l'offshore, le capital-investissement apporte une injection immédiate de fonds dans les organisations.

### EXONÉRATION FISCALE DE 80 %

Quoique prudents, les investisseurs se tournant vers Maurice se montrent optimistes par rapport au secteur des investissements alternatifs et du capital-investissement. Les investisseurs recherchent des rendements améliorés avec des frais réduits et une plus grande transparence alors que les marchés bancaires continuent de se rétablir. D'ailleurs, Maurice présente certains avantages pour ce marché. «Les revenus issus d'un fonds de capi-



tal-investissement, également appelé fonds à capital fixe, sont éligibles à une exonération partielle de 80 %. Les fonds à capital fixe structurés en tant que fonds spéciaux (special purpose funds - SPF) sont entièrement exonérés d'impôt s'ils remplissent les conditions de substance pertinentes. De plus, le rapatriement des bénéfices, des dividendes et du capital est exempt de retenue à la source», explique l'économiste.

Pour lui, Maurice, malgré son absence de ressources naturelles exploitables, a tracé sa voie vers le bonheur économique grâce à des investissements stratégiques et des politiques favorables. Alors que les prestataires de services locaux gagnent en confiance dans la structure de partenariat limitée, il y a eu un changement vers l'utilisation de cette structure pour les fonds d'investissement alternatifs. Les lignes de crédit de souscription sont prévalentes à Maurice. Des formes alternatives de financement de fonds, telles que les prêts basés sur la NAV (net asset value), les installations hybrides et le financement des partenaires généraux (GPI), gagnent en popularité à mesure que le marché mûrit.

Sameer Sharma, spécialiste en investissements alternatifs, estime, quant à lui, que la plupart des Mauriciens conservent encore l'essentiel de leurs économies sous forme de dépôts bancaires, même si ceux-ci rapportent moins que le taux d'inflation. Il souligne qu'il suffit d'examiner la taille totale des dépôts bancaires pour constater cette tendance. De plus, il observe que les afflux sur le marché des actions localement ne sont pas aussi importants, et que les rendements obligataires à Maurice ont souvent produit des rendements réels nuls ou négatifs, qui sont inférieurs à l'inflation. «À Maurice, vous avez certains des Mauriciens les plus fortunés qui investissent dans des biens immobiliers et des actifs immobiliers avec



lesquels ils sont familiers. Un très faible pourcentage de Mauriciens investit dans d'autres placements alternatifs tels que la cryptomonnaie. Accéder aux investissements en capital-investissement et aux fonds spéculatifs nécessite un certain niveau de sophistication du point de vue de l'éducation à l'investissement, et surtout, cela nécessite beaucoup d'argent car le montant minimum d'investissement est très élevé et la plupart des Mauriciens ne seraient pas admissibles», avance-t-il.

#### LES INVESTISSEURS MAURICIENS PRUDENTS

Il poursuit que dans le reste du monde, les faibles rendements du marché obligataire pour la majeure partie des 20 dernières années, associés au besoin de diversification, ont poussé les investisseurs institutionnels à allouer une part de plus en plus importante de leurs actifs à des investissements alternatifs. Ainsi, de grands fonds de pension et des personnes fortunées, par exemple, allouent aujourd'hui au moins 20 % à 30 % de leurs portefeuilles à des investissements alternatifs. Alors qu'à Maurice ce

n'est pas le cas. «Nous sommes extrêmement sous-investis dans les actifs alternatifs, même au niveau institutionnel. Seuls quelques individus, peut-être ceux qui investissent dans la cryptomonnaie et ceux qui achètent des actifs fonciers locaux, sont impliqués dans les alternatives. Les institutions le sont également, mais l'allocation est très faible, ce qui s'explique par plusieurs facteurs. L'un d'eux est l'éducation, le manque de pratiques de gestion des risques appropriées au sein de nos institutions locales. Et nos tailles d'investissement sont très petites. En conséquence, nous n'avons pas accès aux meilleurs investissements», indique-t-il.

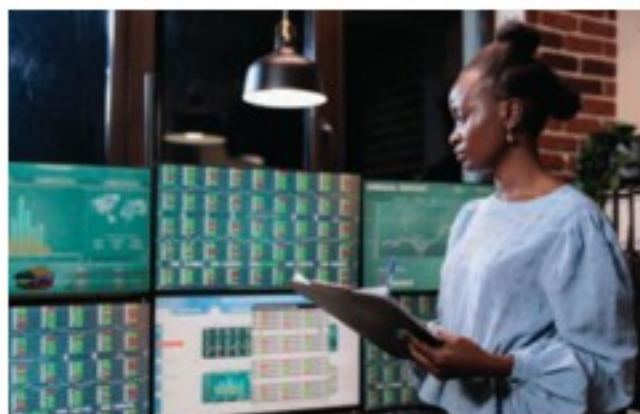
Au niveau des investisseurs institutionnels comme les compagnies d'assurances et les fonds d'investissement, Sameer Sharma observe qu'ils n'intègrent pas suffisamment les produits d'investissement alternatifs dans leurs classes d'actifs, du moins pas au même niveau que ce que l'on observe à l'étranger. En revanche, à Maurice, il estime qu'il est nécessaire de disposer d'un cadre de gestion d'investissement moderne, plus quantitatif, et d'avoir des pratiques de gestion des

risques appropriées, étant donné que bon nombre de ces investissements alternatifs présentent de nouveaux types de risques, tels que les risques de liquidité. Sans les compétences nécessaires ni une structure professionnelle adéquate pour gérer ces aspects, il devient extrêmement difficile d'augmenter simplement son allocation. «À Maurice, le paysage de la gestion d'investissement reste encore très limité. Nous ne disposons pas de moyens très sophistiqués pour gérer l'argent, comme le montrent les statistiques disponibles. Mis à part quelques fonds de pension locaux qui investissent dans l'immobilier local, si on les exclut, on constate qu'il y a très peu de diversité dans les options d'investissement disponibles», observe-t-il.

De son côté, Bilal Adam, CEO de Stewards Investment Capital, après près de 10 ans passés dans l'île, observe que les Mauriciens ont tendance à ne pas investir de manière traditionnelle en actions ou en obligations. En effet, le cœur des habitudes d'investissement des Mauriciens réside plutôt dans l'immobilier domestique, un phénomène qu'il qualifie de culturel et profondément enraciné.



## [ACTUALITÉ]



En effet, les Mauriciens de tous horizons entament leur vie d'adulte en plaçant leurs revenus dans un compte d'épargne avant de se lancer dans l'acquisition ou la construction de leur propre domicile. L'exposition aux actions et aux obligations pour le Mauricien en général, que ce soit à des instruments financiers locaux ou internationaux, se fait généralement d'abord par le biais de la souscription à des produits d'assurance, tels que l'assurance-vie ou les cotisations de pension privée.

Quoi qu'il en soit, très peu de Mauriciens investissent personnellement sur le marché des valeurs mobilières en choisissant des actions de manière régulière, et encore moins spéculent sur les matières premières et les actifs numériques, à l'exception des professionnels de la finance qui le font quotidiennement.

Cela dit, Bilal Adam estime que cela ne résulte pas forcément d'un manque de savoir-faire financier ou d'éducation des Mauriciens, mais plutôt du fait que la prudence fiscale est un trait culturel plus valorisé dans la société mauricienne que la prise de risque. Mais petit à petit, le changement se fait.

Quand on parle d'investissements alternatifs, il faut bien comprendre qu'il existe deux marchés à Maurice : l'offshore et le secteur onshore. Tous les deux coexistent sous l'égide des mêmes régulateurs, mais sont complètement différents par na-

ture. «Stewards est un prestataire de services du secteur offshore, et je peux dire que le marché offshore pour les investissements alternatifs à Maurice n'est pas très différent de ce qu'il serait si nous étions installés à Londres ou à New York. Nous traitons principalement avec des investisseurs internationaux ; donc nous devons être à jour avec les derniers développements dans le monde de l'investissement. Être loin des centres financiers mondiaux n'est pas une excuse dans notre industrie. Mais, si je devais être plus spécifique en termes de développement des investissements alternatifs, je dirais que ce sont les 'Digital assets' et le 'Private credit' qui sont les sous-secteurs des investissements alternatifs où l'intérêt est le plus grand au niveau international. De plus, avec l'annonce récente du Bitcoin ETF, nous assistons à une vague d'institutionnalisation de plus en plus acceptante de cette nouvelle classe d'actifs, ce qui entraîne des flux de fonds vers les actifs numériques», fait-il remarquer.

Du côté du Private credit, il souligne que la demande est largement influencée par les taux d'intérêt relativement élevés et l'inflation qui rogne le pouvoir d'achat. Cela incite les investisseurs à se tourner vers des actifs à haut rendement qui ne sont pas corrélés aux obligations d'entreprise. En revanche, le secteur des investissements alternatifs onshore a été et reste quant à lui relativement calme.

## PIAFRICA : PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS ALTERNATIFS

La prochaine Pension Funds and Alternative Investments Conference (PIAFRICA 2024) offrira une opportunité unique de se connecter avec les principaux acteurs du domaine, souligne Bilal Adam. Pour lui, cette rencontre promet d'être une excellente plateforme pour partager des idées, encourager le brainstorming et favoriser l'innovation parmi les différents intervenants.

Le Dr Bhavish Jugumath partage cet avis, soulignant l'importance des investissements en Afrique. Il précise que l'adoption croissante des cryptomonnaies en Afrique, la domination du Bitcoin et la tendance à la hausse des ICO (Initial coin offerings) mettent en lumière l'engagement dynamique de la région dans les actifs numériques et les voies d'investissement alternatives. «Les ICO sont devenues un moyen de financement pour les entrepreneurs technophiles. L'Afrique subsaharienne représente 2,3 % du volume mondial des transactions de cryptomonnaies entre juillet 2022 et juin 2023. Au cours de cette période, la région a reçu une valeur estimée de 117,1 milliards de dollars en chaîne», indique-t-il.

Concernant les Inbound investment en Afrique, Bilal Adam précise qu'il existe un flux important d'investissements en capital-investissement surtout au niveau de l'infrastructure, avec beaucoup de dette privée émise à l'intention des investisseurs internationaux et la partie en capital détenue par des entreprises locales. Selon lui, les investisseurs donnent la priorité aux projets soutenus par des actifs d'infrastructure solides, tels que les tours de télécommunication ou les centrales solaires. Cela est dû au fait que ces projets d'infrastructure ont une durée de vie relativement longue et une utilité et sont moins vulnérables à l'instabilité politique. La raison en est que les Africains auront besoin de services de télécommunication et d'énergie pendant très longtemps, et ces entreprises ne sont pas susceptibles d'être perturbées de sitôt.

«Du côté des ITO, c'est une opportunité très excitante et novatrice pour les entreprises africaines de lever des capitaux à l'échelle mondiale. Ces marchés de capitaux ouverts permettent le financement participatif d'entreprises dans le monde de la cryptomonnaie, facilitant les investissements des marchés internationaux avec moins d'intermédiaires. Cependant, nous en sommes encore à un stade très précoce, et il est trop tôt pour commenter le développement des ITO, surtout en l'absence d'une réglementation claire», argue-t-il.

Cependant, Sameer Sharma affirme que le problème en Afrique ne se pose pas pour recourir à une offre initiale de cryptomonnaie ou opter pour la voie privée traditionnelle et de conclure un accord. Le problème, c'est la monnaie en Afrique. Il s'explique : «L'un des problèmes est que si vous investissez dans de nombreux pays africains, il est difficile de récupérer votre argent. Par exemple, au Nigeria, qui est le plus grand marché et le deuxième dans la plupart de ces autres pays. Le problème est aussi que vous ne réalisez pas de bons rendements en dollars américains car leurs monnaies locales se déprécient tellement qu'elles érodent les rendements, et c'est là la réalité de l'Afrique».